



Reconstruction après conflit Les semences de la paix	1
Algues Cultiver la mer	3
Manioc Une expansion loin des marchés	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Érosion des sols Développer l'agroforesterie à Haïti	16

Site Web : spore.cta.int



Dans ce numéro

De la semence vient la première pousse d'une plante. Et dans Spore nous parlons volontiers aussi de semences d'espoir et de germes de changement. Dans les pays dévastés par la guerre, les semences sont promesses de survie et porteuses d'espoir, comme le rappelle notre premier article : la réhabilitation de l'agriculture est une étape cruciale sur le chemin vers une paix durable après conflit. Les semences ne suffisent pas, encore faut-il savoir produire et savoir valoriser sa production. Qu'elle soit d'algues ou de manioc, le tout est de trouver preneur et d'en tirer le bon prix. Pour les communautés côtières qui se lancent dans l'algoculture comme pour les cultivateurs de manioc qui parviennent à produire des surplus, il s'agit de s'organiser pour accéder aux nouveaux créneaux d'avenir. Des idées, ce numéro n'en manque pas. À vous de les faire fructifier !



Graphisme : Inédite DESIGN d'après photo : A. Photo © FAO/23329

Reconstruction après conflit

Les semences de la paix

Pauvreté et inégalité sont des causes majeures de tension. Ce n'est pas un hasard si la majorité des conflits armés contemporains se déroulent dans les pays du Sud. Et la guerre elle-même perpétue la pauvreté et la faim. La réhabilitation de l'agriculture et son développement sont un préalable essentiel à une paix durable, sous réserve d'un projet sociétal plus large.

Miriam Kabugo, agricultrice, préfère oublier les trois ans qu'elle a passés dans les camps de déplacés après avoir fui la zone ougandaise insurgée de Bundibugyo. À son retour chez elle, ce fut presque pire. "Nos maisons étaient détruites et on avait volé les tôles des toits", se souvient-elle. Grâce à un projet impliquant le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), Miriam a pu planter des arbres fruitiers et de la vanille et recommencer à gagner sa vie. Au Rwanda, Thérèse Rwaramubuniye, veuve, est aussi rentrée au village après des années en tant que réfugiée. Réduite à la misère par le conflit de 1994-1996, elle se voyait sans avenir ; elle élève à présent des chèvres, soutenue par un projet financé par le Fonds

international de développement agricole (FIDA). Un projet similaire a aidé Alfonse Rubayita, rapatrié au Rwanda, à reconstruire sa vie brisée ; il a reçu cinq lapins pour commencer et en a vendu 50 depuis.

Comme des millions d'autres victimes de pays ACP en guerre, Thérèse, Miriam et Alfonse ont sauvé leur vie et perdu tout le reste. Pauvreté et insécurité alimentaire sont les conséquences inévitables de guerres qui charrient leur lot de réfugiés et de disettes. Selon la FAO, les conflits armés sont actuellement la cause principale de la faim dans le monde. Ils durent huit ans en moyenne – deux fois plus qu'avant 1980 – et bien plus de gens sont décimés par la faim et les maladies que par les combats eux-mêmes.



Outre les vies humaines, l'agriculture est l'une des victimes principales des guerres. Les combats forcent les paysans à quitter leurs terres, les bombes et les mines rendent dangereux le travail des champs et l'élevage. Le bétail et les cultures sont pillés ou saccagés, les services de base (transport, eau, intrants et services vétérinaires) interrompus. Souvent, les agronomes sont tués ou exilés et de précieux patrimoines génétiques disparaissent avec la destruction des cultures, des banques de semences et des stations de recherche agricole.

Un lourd bilan

En plus de causer d'énormes problèmes sociaux et humanitaires, les flux migratoires empêchent les générations plus jeunes de se former en agriculture. Les femmes sont souvent en première ligne, réduites à pourvoir aux besoins de leur famille dans des conditions extrêmes de pauvreté et d'insécurité. Beaucoup, victimes de viols en masse par les soldats, sont contaminées par le VIH/sida, une tragédie humaine qui a aussi un grave impact sur l'agriculture. L'environnement, enfin, paie un lourd tribut : déforestation, érosion, disparition de la faune sauvage et pollution de l'eau.

Après conflit, les besoins vitaux comme un logement, de la nourriture et de l'eau ont la priorité. Mais pour un rétablissement et une paix durables, il faut des solutions durables permettant de rebâtir la vie rurale et de ramener les agriculteurs aux champs. "Le redémarrage de l'agriculture est habituellement la première étape de la croissance économique et l'une des bases d'une paix solide", affirme Ian Johnson, président du Groupe consultatif de recherche internationale sur l'agriculture (CGIAR), fer de lance de la conservation des cultivars locaux dans les zones de conflit à travers le monde. Beaucoup de cultivars sauvés ont des propriétés uniques telle une résistance innée à la sécheresse ou à la salinité.

Cette démarche, qualifiée d'aide intelligente, contraste avec l'époque où les organismes d'aide déversaient des tonnes de semences étrangères en général peu adaptées aux conditions locales. En Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo

(RDC), au Liberia, au Mozambique, au Rwanda et en Sierra Leone, un programme du Centre du riz pour l'Afrique réhabilite les semences de variétés de riz perdues, pillées ou brûlées lors des combats.

Une aide intelligente

Le CTA a lancé une série d'études pour évaluer les besoins en information dans six pays africains en situation d'après-guerre – Angola, Érythrée, Guinée-Bissau, Mozambique, Rwanda et Sierra Leone – afin de cibler l'aide aussi efficacement que possible dans le domaine de l'information et de la communication agricoles.

En RDC, la guerre a aggravé l'épidémie de mosaïque du manioc, provoquant l'échec complet de la culture dans certaines zones. Cependant, des lots de semences saines et résistantes fournies par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) sont distribués dans les zones reculées du pays. Cette initiative inclut la formation de milliers d'agriculteurs en techniques améliorées de culture, de protection des végétaux et de multiplication rapide. L'IITA fournit des machines à transformer le manioc à des groupements féminins et certains ont démarré une petite production commerciale de farine non fermentée pour le pain, les gâteaux et les tourtes.

Même lorsque les pays parviennent à mettre fin aux conflits, la paix ne dure pas toujours. Presque la moitié des pays récemment pacifiés replongent dans la guerre dans les cinq ans qui suivent, un chiffre qui en dit long sur la nécessité de trouver des solutions durables. Certaines des initiatives après conflit les plus réussies consistent à approvisionner les agriculteurs en semences, outils et engrais. La reconstitution des troupeaux aide les éleveurs à produire du lait, du fromage et des peaux. D'autres appuis notables sont le rétablissement des services vétérinaires et de l'approvisionnement en eau potable, le déminage, la gestion de l'environnement et l'octroi de crédits aux petites entreprises. La FAO a réouvert, en Érythrée, 12 cliniques vétérinaires dans la zone de sécurité temporaire créée à la frontière de l'Éthiopie à la suite du conflit de 1998-2000.

En 1998, un conflit ethnique a éclaté aux îles Salomon. Depuis le retour à la paix, le WorldFish Center aide les habitants à améliorer leurs moyens d'existence afin de

réduire la pauvreté, source de frustration et de colère. Ce programme inclut la formation en méthodes écologiques de production de perles noires, palourdes géantes, crustacés ornementaux, coraux, concombres de mer et poissons.

Au Mozambique, les mines cèdent la place à des arbres pour combattre la déforestation et procurer un revenu aux ruraux. Ce pays, théâtre d'un des plus longs conflits de l'histoire contemporaine, est l'un de ceux qui ont le mieux réussi à réhabiliter leur agriculture. Bien avant que la guerre ait vraiment pris fin, les agriculteurs y ont été encouragés à cultiver des légumes et autres plantes pour nourrir les réfugiés qui affluaient dans les villes.

Une fois le conflit terminé, les soldats tout comme les réfugiés doivent se réinsérer socialement. Un programme ICRAF d'acclimatation des arbres aide les réfugiés et ex-soldats de la RDC à se procurer un revenu. D'autres façons d'aider à long terme consistent à sécuriser la propriété foncière et à prévenir les litiges pour des ressources comme l'eau, la terre ou la forêt. Aux confrontations idéologiques entre grandes puissances se substituent de plus en plus des conflits armés dont les enjeux sont liés au contrôle des ressources naturelles. Pour la seule année 1995, par exemple, la question du contrôle de l'eau a déclenché 14 conflits internationaux.

Lutter pour la paix

Les agences de développement et les ONG aident aussi le Soudan à se remettre sur pied. Les ravages y sont énormes, mais le potentiel agricole reste immense. Plus de 95 % des terres se prêtent à l'agriculture. Une initiative du Catholic Relief Services et de l'Institut international des ressources génétiques végétales approvisionne des agriculteurs du sud du pays en graines de sésame destiné à la culture commerciale. Au Darfour, la FAO a distribué des semences, des outils et des charrues à ânes aux ménages affectés par le conflit pour qu'ils puissent demeurer dans les zones rurales et parvenir le plus vite possible à l'autosuffisance.

Selon Sara McHattie, coordinatrice de l'aide d'urgence au Nord-Darfour, "pour un dixième de ce qui est dépensé en aide alimentaire en un mois, on peut acheter assez de semences pour aider le même nombre de personnes à produire leur propre nourriture".

Voir *Repères* page 10



Cultiver la mer

Les algues marines sont devenues indispensables à la fabrication de quantité de produits alimentaires, textiles, cosmétiques ou autres. Une opportunité pour les communautés côtières des pays ACP dont certaines se sont déjà lancées dans l'algoculture.

Dopée par la forte demande de l'industrie, notamment alimentaire et textile, la culture des algues marines ne cesse de se développer dans le monde. Alors que, depuis une trentaine d'années, la récolte des algues sauvages reste stable à un million de tonnes, la production algocole mondiale a été multipliée par huit. En 2003, selon les

et sauces. Quant aux carraghénanes, eux aussi tirés d'algues rouges, leur principal débouché est la fabrication de desserts lactés. Dénuées de toxicité et pauvres en graisse, toutes ces substances sont également de plus en plus utilisées par les fabricants d'aliments allégés. À eux seuls, les secteurs textile et alimentaire absorbent en moyenne 80 % de

des retombées positives sur les stocks de poisson et sur l'environnement côtier. Le Vanuatu cherche lui aussi à implanter des fermes d'algoculture, de même que Fidji et Tonga.

Dans les autres régions ACP, l'Afrique du Sud est le seul pays à avoir une production significative d'algues brunes (30 000 t) tandis que la Tanzanie se place en tête pour les algues rouges (115 000 t), suivie de l'Afrique du Sud et de Madagascar avec respectivement 2 000 et 1 700 t. Selon la FAO, de bonnes perspectives s'offrent aussi à des pays comme le Mozambique, la Namibie ou le Sénégal.

Actuellement simples fournisseurs de matière première, les pays côtiers ACP peuvent-ils passer à l'extraction et commercialiser eux-mêmes les extraits végétaux marins réclamés par l'industrie ? Selon les experts, l'extraction suppose des investissements hors de portée de la plupart des pays du Sud. En outre, ce secteur est très concentré : il



Photos : © P. Prigent

statistiques de la FAO, elle dépassait déjà les 8,5 Mt d'algues fraîches. Et son développement, de l'avis des experts, devrait se poursuivre à un rythme soutenu.

Parmi les milliers d'espèces de macroalgues marines connues, classées selon leur couleur verte, rouge ou brune, quelques dizaines seulement sont utilisées et de plus en plus recherchées. C'est le cas des algues rouges *Chondrus*, *Eucheuma*, *Gelidium* et *Gracilaria* et brunes *Laminaria* et *Macrocystis*. Les algues brunes (5,6 Mt en 2003) sont de loin les plus cultivées, devant les rouges (2,8 Mt) dont la production a toutefois augmenté de 75 % entre 1993 et 2003. En revanche, la culture des algues vertes, ou laitues de mer, est en forte régression : 7 167 t en 2003 contre 91 169 t en 1993.

Des propriétés étonnantes

De très nombreux secteurs industriels ne pourraient se passer des phycocolloïdes ou hydrocolloïdes, des extraits d'algues au pouvoir épaississant, gélifiant et stabilisant irremplaçable. Capable de retenir jusqu'à 140 fois son propre volume d'eau, l'acide alginique, tiré d'algues brunes, est indispensable à l'industrie textile et alimentaire. Le pouvoir gélifiant des agars, issus d'algues rouges, est mis à profit dans toutes sortes de préparations industrielles telles que confiseries

la production mondiale de ces extraits et la demande ne cesse de croître.

La simple récolte d'algues sauvages ne suffisant plus à satisfaire la demande, certains pays côtiers du Sud se sont lancés dans la culture, encouragés parfois par des industriels soucieux de sécuriser leur approvisionnement. Ainsi, en Afrique et dans les îles du Pacifique, des fermes aquacoles cultivent notamment des algues *Eucheuma*.

Exigeante en main-d'œuvre mais demandant peu d'investissements, l'algoculture est une activité adaptée aux petites exploitations. La technique consiste à fixer des boutures d'algues sur des cordages tendus entre des piquets ou sur des filets. Au bout de six semaines, les algues sont bonnes à récolter. Séchées naturellement au soleil, mais protégées du sable, elles peuvent se conserver deux ans.

L'exemple de Kiribati, 15^e producteur mondial d'algues rouges (3 900 t), montre que cette activité pourrait devenir une culture de rente intéressante pour les communautés côtières du Pacifique, en remplacement du coprah en perte de vitesse.

Les *Eucheuma* de Kiribati sont acheminés par bateau en Norvège pour y être traitées. Grâce à leur production d'excellente qualité, les pêcheurs des atolls reconvertis à l'algoculture ont pu obtenir des industries des prix garantis. Leur reconversion a également eu

Kiribati est devenu le 15^e producteur mondial d'algues rouges.

n'existe que quelques usines dans le monde, toutes situées dans les pays industrialisés, à l'exception de Zanzibar en Tanzanie (voir aussi *Spore* 102, page 8).

Les légumes de la mer

La culture d'algues alimentaires est une autre piste à explorer. Riches en minéraux (iode, calcium) et en vitamines (A, C et E), les algues figurent au menu des Asiatiques depuis des siècles. Certains pays ACP comme Tonga et la Namibie s'orientent vers la culture de "légumes de la mer" destinés au marché local. La production à plus grande échelle en vue de l'exportation n'est, en revanche, guère envisageable compte tenu de l'expérience des Asiatiques et de leur suprématie sur ce marché.

Bien d'autres usages des algues existent et l'on est loin d'avoir épuisé toutes les possibilités. La farine d'algues est très utilisée dans l'alimentation animale. Les agriculteurs, surtout biologiques, connaissent le pouvoir fertilisant des algues et emploient des extraits liquides pour stimuler la croissance des plantes et les protéger des maladies. Enfin, leurs vertus antiviraux laissent espérer la mise au point de médicaments notamment contre le VIH/sida.

Voir *Repères* page 10

Une expansion loin des marchés

Vital pour la sécurité alimentaire, surtout en Afrique, le manioc dont la production ne cesse de croître reste peu valorisé économiquement. Pourtant, les marchés tant alimentaires qu'industriels, locaux et internationaux, sont importants pour ce tubercule en quête de compétitivité.

Quelle est la culture qui, en Afrique, produit deux fois plus que le maïs et trois fois plus que le mil et le sorgho ? Dont l'Afrique est championne avec plus de la moitié de la production mondiale et le Nigeria le premier producteur ? Dont la production a triplé sur le continent depuis cinquante ans ? Qui couvre un tiers des besoins alimentaires de sa population ? C'est le manioc. Durant ces dernières décennies, cette plante à tubercule a envahi sans bruit des milliers d'hectares et est devenue l'aliment de base de plus de 200 millions d'Africains, soit plus d'un quart de la population du continent.

En 2004, selon les statistiques de la FAO, l'Afrique a produit 103 Mt de tubercules de manioc sur 18 millions d'hectares cultivés. On trouve désormais cet arbuste aux longues tiges et aux feuilles en ombelles aussi bien dans les pays sahéliens que dans les zones humides d'Afrique centrale et du golfe de Guinée, ses zones de prédilection. La production est très variable selon les régions, de 1,8 t/ha au Soudan, elle est en moyenne de 10,6 t au Nigeria (loin derrière les rendements atteints aux Caraïbes : 16,6 t à la Barbade). Traditionnelle dans des pays comme la République démocratique du Congo (RDC), longtemps premier producteur africain, la culture s'étend aujourd'hui en Afrique australe (Malawi, Zambie), aux dépens du maïs. Là où le VIH/sida tue de nombreux agriculteurs, les familles adoptent des cultures qui demandent moins de main-d'œuvre.

Assurance anti-famine

Plusieurs autres raisons expliquent cette expansion rapide, en particulier dans les petites exploitations pauvres où le manioc est souvent cultivé associé à d'autres plantes. Le manioc a l'avantage d'être une plante peu exigeante qui produit même sur des sols pauvres, voire épuisés, où peu d'autres plantes poussent. Là où les terres se font rares, c'est aussi une sécurité alimentaire pour de nombreux villageois qui souffrent régulièrement de malnutrition. Ceux-ci sont plus assurés qu'avec les céréales d'avoir une source de calories abondantes et peu coûteuses. Enfin, pour les agriculteurs proches

Le manioc, carburant de demain ?

À l'heure où le prix du pétrole ne cesse de grimper et où les réserves mondiales diminuent, l'attention se tourne vers l'éthanol obtenu par fermentation de l'amidon de manioc, une ressource particulièrement prometteuse. Comme tous les éthanol issus de produits agricoles, il peut remplacer l'essence à hauteur de 10 % à 25 % dans les véhicules sans changer de moteur, voire à 100 % si les moteurs sont adaptés.

Le Brésil, premier producteur mondial de ces carburants de substitution ou biocarburants, en fabrique chaque année plus de 120 millions d'hectolitres tirés de la canne à sucre et du manioc. En Thaïlande et en Chine, plusieurs projets industriels de biocarburant à base de manioc sont en chantier. En Afrique, le Nigeria s'engage à son tour sur cette voie : début 2006, une loi devrait autoriser l'incorporation de 10 % de biocarburant dans l'essence, réduisant ainsi le coût de la facture pétrolière et la pollution. Dans un premier temps, il sera importé du Brésil, mais sera fabriqué localement dans les prochaines années.

des villes, c'est une culture de rente appréciée qui a un important marché. En Afrique de l'Ouest, la diffusion par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) de nouvelles variétés plus productives, résistantes à plusieurs maladies et à la sécheresse, ainsi que l'expansion rapide des villes ont aussi favorisé son développement.

Revers de la médaille : lorsque cette culture devenue vitale pour de nombreuses régions est atteinte d'une maladie, c'est la famine. Ce fut le cas lorsque l'Ouganda a été touché par la mosaïque du manioc dans les années 1990. Actuellement, ce sont le Burundi, la RDC et le Rwanda qui sont frappés. Des programmes de distribution de variétés résistantes tentent de prendre de court l'épidémie.

Le succès rapide de cette plante longtemps négligée par la recherche au profit des céréales et son rôle primordial dans l'alimentation de nombreuses régions expliquent le regain d'attention dont elle bénéficie



aujourd'hui. En partenariat avec l'IITA, le NEPAD a ainsi lancé l'Initiative panafricaine sur le manioc (IPM) pour encourager les projets basés sur "l'emploi du manioc comme culture de sécurité alimentaire et comme arme contre la pauvreté".

Toutefois, l'importance économique du manioc reste bien inférieure à son rôle prépondérant dans l'agriculture et l'alimentation. Une fois éliminé l'acide cyanhydrique des variétés amères, les feuilles comestibles riches en protéines et les tubercules se prêtent à une foule de préparations : cossettes, farine, semoule, pâte (gari, attiéké, fufou, chikwange)...

Selon l'IITA, près d'un tiers du manioc produit est consommé frais. Le reste doit rapidement être transformé, car les tubercules ne se conservent guère plus de deux jours dans les conditions habituelles de stockage. Or, selon l'Étude collaborative sur le manioc en Afrique (COSCA), menée dans les années 1990, seulement 20 % des villages producteurs sont accessibles aux véhicules. La plupart du temps, les agriculteurs doivent parcourir plus de 10 km pour apporter leurs lourdes récoltes au marché. C'est le cas pour sept villages sur dix en RDC, le second producteur d'Afrique.

Longues préparations

Pour pouvoir le conserver et le vendre, il faut donc transformer le manioc. C'est généralement le travail des femmes qui rouissent, râpent, sèchent les racines. Des manipulations pénibles et longues, surtout dans les zones rurales où elles ne sont pas mécanisées, et qui ne sont pas valorisées par les prix de vente souvent bas du produit final. Dans les villes, de petites entreprises équipées de machines se sont multipliées, particulièrement dans les pays du golfe de Guinée, permettant l'écoulement des productions des agriculteurs des environs. Selon la COSCA, l'utilisation d'une râpeuse mécanique réduit de moitié le travail et améliore sa rentabilité. En Afrique de l'Ouest, de nombreuses machines ont été mises au point et diffusées par l'IITA, mais leur





Photos : © Sylla International



Photo : © ITA

nombre reste insuffisant, surtout dans les villages, pour valoriser une filière par ailleurs peu organisée.

Pourtant, il existe à la fois un marché, celui des zones urbaines toujours plus peuplées, et des technologies adéquates pour offrir aux consommateurs des produits à base de manioc faciles à utiliser. Les exemples viennent des Caraïbes et du

Pacifique et surtout du Brésil, longtemps premier producteur mondial. Dans ces pays, le manioc se prête à de très nombreuses préparations souvent industrielles et vendues en magasin : chips, gâteaux, plats congelés. Au Brésil, une chaîne de boutiques vend du pain de manioc au fromage. La farine remplace aussi partiellement celle de blé dans le pain traditionnel. En 2002, le Congrès brésilien a même voté une loi stipulant que le pain devait contenir au moins 20 % de farine de manioc et les préparations pour pizza 40 %. L'objectif est de limiter les coûteuses importations de blé et de valoriser les cultures locales. On en est encore loin en Afrique, même si les boulangers nigériens sont désormais tenus d'incorporer 10 % de farine de manioc dans le pain (voir *Spore* 117).

De nombreuses techniques mises au point en Amérique latine pourraient être utilisées en Afrique. Des chercheurs colombiens sont ainsi parvenus à porter la durée de conservation des racines fraîches à trois ou quatre semaines en les plongeant dans de la cire ou de la paraffine.

Les aliments du bétail offrent aussi d'importants débouchés potentiels. En Afrique, moins de 2 % du manioc sert à nourrir les animaux contre 30 % en Amérique latine. Au Cameroun, selon des chercheurs, les éleveurs de volaille pourraient abaisser leurs coûts de production de 40 % en utilisant, pour partie, du manioc dans l'alimentation de leurs poulets. L'alimentation animale est d'ailleurs le principal débouché du manioc au niveau mondial. La Thaïlande exporte ainsi chaque année de 4 à 5 Mt principalement vers l'Union européenne.

Enfin, les utilisations industrielles de ce tubercule sont nombreuses. Ainsi, l'amidon, le principal produit, est utilisé aussi bien dans l'industrie alimentaire et textile que dans l'industrie pharmaceutique et celle du caoutchouc. En Afrique, rares sont les entreprises qui en produisent et les besoins des marchés locaux ne sont même pas couverts. Avec la hausse du prix du pétrole, la fabrication d'éthanol à base de manioc, déjà largement utilisé au Brésil pour remplacer

La sécurité alimentaire de 200 millions d'Africains dépend des tubercules et des feuilles de manioc.

les additifs dans l'essence ou comme biocarburant, pourrait devenir un autre débouché intéressant.

Marchés multiples

Les marchés du manioc sont donc multiples mais restent à conquérir par les agriculteurs africains dont certains, comme au Bénin où la production a considérablement augmenté, n'arrivent pas à écouler leurs récoltes. Pour produire à grande échelle des produits alimentaires ou industriels, un approvisionnement régulier et de qualité est essentiel. Or ce n'est pas le cas actuellement en Afrique où les tubercules sont vendus sans contrôle sur les marchés par une multitude de petits producteurs. C'est la première condition. La seconde est de produire à des coûts suffisamment attractifs pour le marché local, voire pour le marché international.

L'amélioration des technologies de transformation s'avère indispensable pour faire baisser significativement les coûts de production tout en assurant des bénéfices suffisants aux producteurs comme aux transformateurs. Sur le marché mondial, l'amidon de manioc est concurrencé par celui de maïs beaucoup moins cher. En 2002, par exemple, l'amidon de maïs, importé d'Europe au Nigeria, était trois fois moins cher que l'amidon de manioc local.

S'il existe actuellement de petits équipements de transformation assez bien adaptés, ils ne sont toutefois pas de taille suffisante pour réaliser des économies d'échelle importantes. En outre, la culture et la récolte restent entièrement manuelles. Selon la COSCA, une des raisons réside dans les grandes disparités de taille des plants de manioc et des racines et dans la difficulté de mécaniser sa culture dans ces conditions.

D'importantes évolutions des technologies et de l'organisation des marchés sont donc indispensables pour rendre le manioc africain compétitif localement et sur le marché mondial. C'est à ces conditions que non seulement il jouera son rôle d'assurance alimentaire, mais deviendra aussi un moteur du développement rural. Un juste retour des choses pour les producteurs qui ont si largement étendu sa production.

Produire ne suffit pas

Entre 1996 et 2003, la production de manioc a doublé au Bénin, atteignant 3,9 Mt, et le rendement à l'hectare a augmenté de 25 %. Une performance liée, en grande partie, au projet gouvernemental "Milliard pour le manioc" qui a offert des crédits et proposé intrants et boutures de variétés améliorées aux producteurs pour les inciter à augmenter leur production. Mais rien n'avait été prévu, dans le même temps, pour la commercialisation.

Désorganisée et manquant d'unités de transformation, la filière n'a pu absorber ces tonnes de manioc supplémentaires que les agriculteurs ont été contraints de brader ou n'ont même pas pu écouler. Quant aux exportations de cossettes en Europe pour l'alimentation du bétail, elles ont chuté à partir de 2002 quand les éleveurs se sont tournés vers les céréales devenues plus accessibles. Du coup, en 2004, la production a baissé de moitié, si bien que l'usine de fabrication d'éthanol montée entre-temps par un groupe chinois n'a pas trouvé de quoi s'approvisionner suffisamment. Aujourd'hui, les agriculteurs se disent prêts à relancer une nouvelle fois la production si on leur offre la possibilité d'écouler leur manioc.



La guêpe contre le coléoptère

■ Une petite guêpe parasite (*Asecodes hispinarum*) aide à sauver l'exploitation du cocotier dans plusieurs pays du Pacifique et d'Asie des ravages d'un insecte qui se nourrit des jeunes pousses. Les attaques du brontispe du cocotier (*Brontispa longissima Gestro*) détruisent les feuilles des arbres et provoquent une chute des rendements en noix de coco. Si le cocotier est jeune ou pousse en milieu hostile, il peut en mourir. Le coléoptère a récemment envahi les plantations de Nauru et cause des pertes énormes en Chine, aux Maldives, en Thaïlande et au Vietnam. Il infestait déjà des zones de Papouasie-Nouvelle-Guinée et plusieurs autres îles du Pacifique. La FAO a lancé des campagnes de lutte biologique dans tous les pays touchés, avec des élevages en masse de la guêpe parasite qui s'attaque à la larve du coléoptère.

L'argent frais du lait

■ Le Projet de centre de collecte de lait des petits exploitants de Kazungula a créé un nouveau marché pour les éleveurs zambiens. La capacité d'achat des Laiteries danoises Finta de Livingstone est de 40 000 l de lait par jour, ce qui offre des débouchés commerciaux et un revenu complémentaire appréciable à quelque 360 éleveurs des alentours de Kazungula, une zone sujette à la sécheresse. Ils gagnent à l'heure actuelle 1,5 \$ US (1,25 €) par jour et pourraient parvenir à 2,50 \$ (2 €). Cela les encourage à acquérir des races laitières améliorées et à recourir aux techniques d'insémination artificielle, augmentant ainsi d'autant leurs chances d'accroître leurs revenus. Ce dispositif a été étendu à dix autres zones d'élevage bovin du pays.

La qualité gagnante

■ La création au Sénégal d'une filière de production et de commercialisation horticole en partenariat avec des opérateurs espagnols, des îles Canaries notamment, porte ses fruits : Greenmarket qui commercialise des fruits et légumes sur le marché européen a quitté l'Amérique latine pour le Sénégal, séduit par la qualité des approvisionnements sénégalais. À l'origine de ce succès, une longue tradition sénégalaise de jardinage et, depuis 1984, après la sécheresse, une volonté de mener une politique de développement de l'horticulture à l'instar du Kenya, champion africain de l'exportation de fruits et légumes.

La cartographie pour le changement



Photo : © G. Rambaldi

■ Les membres de l'Association de gestion collective de Kasika, au nord-est de la Namibie, utilisent des moyens modernes d'information géospatiale pour créer des cartes détaillées des espèces sauvages et des ressources de subsistance. Au Kenya, la minorité des Ogiek se sert des nouvelles technologies cartographiques comme outils de communication et de défense de ses droits ancestraux. De même, trois villages Tinto, dans la province du sud-ouest du Cameroun, ont compilé carte et plan de gestion de la forêt afin de décrocher un contrat de gestion forestière.

Chacune de ces communautés a utilisé des Systèmes participatifs d'information géographique (SPIG) pour collecter et analyser des données géospatiales et cartographier son territoire. La pratique des SPIG marque un tournant passionnant dans l'évolution rapide des approches participatives du développement.

Une conférence sur la gestion participative et la communication de l'information spatiale, organisée par le CTA et parrainée par de nombreux bailleurs, s'est tenue à Nairobi (Kenya) en septembre 2005. Venus de 45 pays, les 156 participants ont partagé leurs expériences et discuté des bénéfices et des risques des pratiques et des défis qui les attendent.

Un SPIG combine divers outils et méthodes de gestion de l'information géospatiale tels que cartes à main levée, modélisation participative 3D, interprétation collective de photos aériennes et d'images par satellite, système de positionnement global (GPS) et cartographie GIS. À la différence des approches classiques, cette pratique implique les populations

locales dans la représentation visuelle de leurs ressources naturelles et dans l'emploi de ces représentations pour communiquer efficacement avec des organismes politiques ou économiques. Selon Giacomo Rambaldi du CTA, l'un des organisateurs clés de la conférence, "les communautés gagnent en pouvoir et en autonomie grâce aux SPIG, du fait que les applications des technologies géospatiales sont intégrées, conviviales et fondées sur la demande." Utilisés à bon escient, les SPIG peuvent donc

relativement élevé, le coût des technologies a fort baissé et le matériel est devenu plus compact, plus léger et plus facile d'emploi. Les applications incluent la planification et la gestion du terroir, la protection de la faune et de la flore, la détermination des titres et des droits fonciers, la négociation des frontières et de l'utilisation des ressources, la gestion des conflits, la sauvegarde du patrimoine culturel et le suivi évaluation participatif.

Une participation véritable est toutefois la clé d'un bon usage des SPIG. Et pour que le processus fonctionne bien, il faut un bon équilibre entre participants locaux et facilitateurs externes compétents dans l'utilisation des systèmes. Il serait utile de mettre au point un guide des bonnes pratiques afin que les SPIG répondent aux besoins des divers groupes du Sud.

Parallèlement à la conférence, le CTA a parrainé un cours auquel ont assisté 33 participants d'Afrique et d'Iran, cours organisé et financé en collaboration avec l'Institut international de science de la géo-information et d'observation de la terre (ITC), Ermis-Africa et le Fonds Christensen. En 2005, le Centre



Photo : © J. Verplante

La conférence de Nairobi sur la communication spatiale a suscité des échanges passionnants entre les participants venus de 45 pays.

faire une grande différence dans les capacités des communautés à affirmer leurs droits sur les ressources naturelles et à protéger leurs savoirs et usages traditionnels d'une exploitation extérieure.

Comme en témoigne le nombre croissant d'initiatives de pratique des SPIG dans le Sud, les populations locales peuvent, après une miniformation, utiliser un vaste éventail d'outils et de systèmes de gestion de l'information géographique. Bien qu'encore

a aussi lancé un projet SPIG aux Fidji et s'est joint au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et au Secrétariat général de la communauté du Pacifique (SPC) pour publier une édition spéciale de *Apprentissage et action participatifs (PLA)*, à paraître en mars 2006. Une vidéo de formation sur les SPIG est aussi prévue pour 2006.

Gomme en stock



Photo : © CIRAD/forêt

■ Le Nigeria, le Soudan et le Tchad se sont engagés à mettre chacun en réserve l'équivalent d'une année de leur production de gomme arabique (environ 40 000 t au total).

Ces stocks de sécurité serviront à approvisionner le marché international au cas où des événements extérieurs perturberaient la récolte dans l'un ou l'autre de ces trois pays responsables de 95 % de la production mondiale. Les signataires de la déclaration de

Khartoum veulent ainsi rassurer leurs clients industriels pour qui la sève d'acacia est un ingrédient indispensable dans la fabrication, entre autres, de sodas ou de cosmétiques.

Ces deux dernières années, les prix mondiaux de la gomme d'exportation ont été multipliés par trois en raison du conflit au Darfour (voir *Spore* 114) et de grandes différences de production – de 100 à 1 000 g par arbre – selon les régions.

La régulation des cours grâce à la création de banques de gomme permettra à celle-ci de mieux résister à la concurrence des produits de substitution, naturels ou de synthèse. L'objectif est de doubler la consommation mondiale de gomme naturelle dans les prochaines années. La FAO, la Banque mondiale, l'Association pour la promotion internationale de la gomme (AIPG) et le Réseau pour les gommages et résines naturelles en Afrique (NGARA) soutiennent cette initiative qui doit progressivement s'étendre à d'autres pays.

Les producteurs auront le choix entre trois possibilités : vendre eux-mêmes directement leur récolte, la céder à la banque de gomme qui les paie sur-le-champ et la revend au moment opportun, ou la lui confier pour entreposage en attendant des cours meilleurs.

Le juste prix du café

■ Un site Internet baptisé Infoshare, destiné à aider les producteurs de café et de cacao à mieux connaître les prix du marché, a été mis en place au Cameroun par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Il est pour l'instant réservé à l'Office national du cacao et du café, aux principaux groupes à vocation agricole (ou coopératives de planteurs) et aux exportateurs. Ceux des 900 000 petits producteurs de café et de cacao camerounais qui n'ont pas accès à ce site sécurisé pourront obtenir les cours deux fois par jour à la radio à partir de la mi-2006. La CNUCED, qui constate que "les producteurs africains de café et de cacao ne gagnent qu'un douzième de ce qu'ils devraient toucher", estime qu'avec ce programme ils pourront augmenter leurs revenus de 10 à 15 % en négociant mieux leurs prix de vente.

E-mail : olivier.matringe@unctad.org

Rétablir la flore jamaïcaine

■ L'Association pour l'environnement de Portland, en Jamaïque, a reçu 2,1 millions de dollars US (environ 1,7 million d'euros) pour réhabiliter les écosystèmes naturels détruits en septembre 2004 par l'ouragan Ivan. Les fonds, attribués par la Fondation jamaïcaine pour l'environnement, sont destinés à la plantation et à la protection d'espèces végétales endémiques et locales. Le projet s'attache aussi à restaurer la banque de germoplasme *in vivo*, une bibliothèque génétique de plantes hébergée par le Collège d'agriculture. Un programme de formation sur la biodiversité a été développé, intégrant des présentations à l'école, la formation des enseignants et des cours sur la biodiversité. L'initiative inclut la plantation d'arbres et la collecte de semences dans les écoles, ainsi que l'élaboration d'un manuel pédagogique sur la biodiversité et la conservation, axé sur les espèces endémiques de Jamaïque.

Simple comme un SMS

■ Les agriculteurs mauriciens peuvent obtenir par Short Message Service (SMS) sur leur téléphone portable les prix des légumes pratiqués sur les principaux marchés de l'île. Il leur suffit d'adresser un message au 789. En retour, ils reçoivent une liste numérotée de 1 à 6 sur laquelle ils sélectionnent le nom du marché dont les cours les intéressent. Ces informations sont actualisées chaque semaine par le Centre de recherche et de développement en agriculture (AREU) du ministère de l'Agriculture de l'île Maurice.

À la redécouverte des bananes de Makira

■ Le centre de formation rural de Manivovo, une ONG de Makira, l'une des îles Salomon, aide les petits agriculteurs à préserver leurs centaines de variétés bananières. Ce projet a permis de retrouver des espèces que l'on croyait disparues. Tous les Mélanésiens consomment la banane et la banane plantain, mais à Makira cette culture est une véritable institution. À tel point que ses habitants ont reçu le sobriquet de *huki*, du nom de leur mets favori.

Comme Makira compte très peu de routes, la première collecte s'est faite en canot à moteur. Les radios locales ont demandé aux villageois de faire don de leurs surgesons traditionnels de banane pour la collection. Les étudiants ont été invités à apporter 10 surgesons de leur village au centre de formation, l'un des trois points de collecte de l'île. Après avoir appris comment utiliser les descripteurs scientifiques, ils ont enregistré le nom et la provenance des spécimens. Ils perçoivent une petite rémunération pour chaque variété ainsi décrite.



Photo : © Seed Savers Network

À ce jour, 55 variétés sur 108 ont été décrites à l'aide de noms locaux tels que "trois têtes" et "huit têtes" (en fonction du nombre de rejets) ou "cinq minutes" (allusion au temps de cuisson).

Cette opération a été lancée avec le soutien du Projet Kastom Garden des îles Salomon et le Réseau australien de sauvegarde des semences.

▲ Michel Fanton
The Seed Savers Network
PO Box 975
Byron Bay
Australie
E-mail : michel@seedsavers.net
Site Web : www.seedsavers.net

Précieux déchets de poisson

■ Encombrants et peu hygiéniques, les déchets de poisson peuvent être utilement transformés en farine et servir ainsi d'aliment pour les volailles ou d'engrais organique. À Joal, premier centre sénégalais de débarquement des produits de la pêche, les têtes, écailles, peaux et restes abandonnés par les pêcheurs sont recyclés et valorisés. La société sénégalaise Biojoal, première à se lancer sur ce créneau il y a une dizaine d'années, a fait depuis des émules et elle vend désormais sa provende et son engrais dans les pays voisins (Burkina Faso, Ghana, Guinée et Togo, entre autres).

Le sac de 50 kg de cet engrais organique ne coûte que 3 750 FCFA (5,6 €) contre 6 500 (9,75 €) le sac d'engrais chimique.

À ses débuts, Saliou Ndiaye, pionnier de cette industrie de transformation, était la risée des femmes à qui il achetait les déchets. Aujourd'hui, sa réussite est saluée par tous. En particulier par les responsables communaux qui ne savaient comment gérer ces montagnes de déchets, vecteurs de maladies. Joal ne mérite plus son surnom de "cité des mouches".

Mousson africaine

■ Mieux connaître la mousson africaine de l'Ouest pour notamment prévoir son impact sur la dégradation des terres, la sécurité alimentaire et l'eau dans cette région est un des objectifs du programme scientifique de l'Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA). Soixante laboratoires européens, africains et américains y participent afin de combler les lacunes dans les connaissances des interactions complexes entre l'atmosphère, la biosphère et l'hydrosphère. Les enjeux sont importants pour la zone sahélienne, passée en quelques décennies de conditions humides à des sécheresses récurrentes.

Site Web : amma.mediasfrance.org/france/index

Réseau d'eau

■ L'Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie (IRHA) se dote d'une charte d'engagement pour consolider son réseau. Fondée à Johannesburg lors du Sommet de la Terre de 2002, cette ONG s'attache à promouvoir la collecte de l'eau de pluie et à encourager les initiatives communautaires d'amélioration de la gestion de l'eau. Ses membres construisent des toits, des barrages, des réservoirs pour récupérer l'eau en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est. Sur son site Web et dans sa lettre d'actualités, vous trouverez de nombreux exemples de réalisations en Éthiopie, en Érythrée, au Kenya et au Nigeria.

Site Web : www.irha-h2o.org

Ébouillantez vos ignames !

■ Les chercheurs de l'Institut ougandais de recherche agricole et vétérinaire de Namulonge conseillent aux agriculteurs de tremper leurs semences d'igname dans de l'eau chauffée à 100 °C avant de les planter. Ce traitement à l'eau bouillante est efficace contre les nématodes qui s'attaquent aux ignames. "C'est une mesure préventive encore récente et nous commençons à en informer les agriculteurs", confie James Rwebikile, le responsable du Projet igname sain pour le district de Kayunga, où les nématodes ont détruit de grandes quantités de tubercules. "Les nématodes sont des parasites très dangereux pour l'igname. Ils détruisent la plante et la dessèchent intégralement."

■ NARO
PO Box 7084
Kampala
Ouganda
Fax : +256-075-726554
E-mail : fopio@naro-ug.org
Site Web : www.naro.go.ug/Institute/Namulonge/

Pâturage et faune sauvage font bon ménage



Photo : Ton © FAO/0066

■ Plus de 100 familles masai vivant près de la plaine de Kitengela, dans le Parc national de Nairobi (Kenya), ont été persuadées de rouvrir leurs terres aux animaux sauvages. Ces terres, qui sont situées sur l'une des dernières grandes routes migratoires d'Afrique de l'Est, avaient été clôturées. Résultat : le passage des zèbres, gnous et autres herbivores se faisait au compte-gouttes et les lions, privés de proies, s'en prenaient au bétail. En contrepartie de la réouverture, les Amis du Parc national de Nairobi ont proposé aux Masai un dédommagement de 4 dollars US (3,25 €) par an et par hectare.

L'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) a quantifié la valeur de la faune

sauvage et expliqué qu'une telle offre doublerait les revenus des ménages pauvres et aiderait les familles à payer les frais de scolarité. S'appuyant sur ses recherches, l'ILRI a aussi démontré que le pâturage des animaux sauvages pouvait bénéficier au bétail des Masai, car il stimule la croissance d'une herbe de qualité.

Les résultats probants du programme Kitengela suscitent l'intérêt d'autres communautés de la région confrontées aux mêmes problèmes. Pour Robin Reid, écologiste à l'ILRI, "l'idée classique est que la meilleure façon de préserver la faune et la flore sauvages consiste à les isoler des humains, mais, dans le contexte de l'Afrique de l'Est, ce pourrait bien être faux".

Attention, serpents !

■ L'incidence des morsures de serpent est environ dix à vingt fois plus forte en zone rurale qu'en ville. D'après les données parcellaires disponibles, on enregistre un million de morsures en Afrique par an dont 600 000 envenimations et 20 000 décès. En cause : le travail agricole dans 54 % des cas, les déplacements (19 %) et la chasse (5 %).

En novembre 2004, la II^e conférence internationale sur les envenimations en Afrique s'est tenue à Cotonou, au Bénin, pour exposer les avancées de la lutte contre ces accidents parfois mortels.

Les techniques agricoles utilisées dans les grandes plantations favorisent parfois involontairement

certaines serpents. Dans les bananeraies de Côte-d'Ivoire, par exemple, on trouve cinq à six fois plus de vipères *Causus maculatus*, heureusement peu dangereuses, que dans la forêt avoisinante. Le paillage, qui retient l'eau au pied des arbres, favorise leur prolifération. Le drainage, qui consiste à faire circuler de l'eau entre les blocs d'arbres, est lui favorable à *Afromatrix anoscopus*, une couleuvre piscicole agressive mais dont le venin est inoffensif.

Dans les milieux à haut risque ou lors des activités agricoles, le port de vêtements épais, de bottes, gants et chapeau suffit, quand le climat s'y prête, pour éviter la majorité des accidents.

Cure de jouvence pour la patate douce

■ Au Zimbabwe, une équipe de chercheurs locaux employés par la société Agri-Biotech a mis au point des plants de patates douces *Born again* (Renaissance) pour aider les petits agriculteurs à surmonter la pénurie alimentaire. Une parcelle de 30 m² de ces plants peut nourrir une famille de sept personnes pendant une année. Ces deux dernières années, 8 des 56 districts du pays ont été approvisionnés, au bénéfice de plus de 35 000 personnes.

La plante a été baptisée "Renaissance", car les chercheurs ont trouvé une façon de la débarrasser d'un virus qui la ravageait. Suivant un protocole de culture de tissus sans modification génétique, ils pratiquent une véritable technique "de pointe", puisqu'ils découpent 0,25 mm du bout du bourgeon, qui est sain, et jettent le reste. Puis ils plantent ce fragment de bourgeon dans un tube à essai pendant neuf mois, jusqu'à



Photo : © Sylla International

l'obtention d'une plantule, saine elle aussi, et répètent le processus pour multiplier les plants. Ensuite, ils transplantent ces plants dans des serres tunnels en plastique et en prélèvent des boutures. Celles-ci sont achetées par des bailleurs tels que le Centre coopératif suédois qui a financé la fourniture de 3 000 plants de démarrage à 160 pépinières. L'éradication du virus n'est pas permanente et les agriculteurs doivent se réapprovisionner en matériel sain au bout de quelques années.

Mon tracteur, ton tracteur



Photo : © Sylla International

■ Le principe des Coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA) est de rassembler des agriculteurs qui partagent les coûts d'achat et d'entretien de leur tracteur, de leur remorque ou de leur batteuse. Au Sud, en particulier, le prix de ces engins et la petite

taille des surfaces à cultiver permettent rarement à une seule exploitation d'amortir un tel investissement. De plus en plus d'agriculteurs voient donc dans ce système coopératif le moyen de profiter à moindre coût d'un matériel qui rendrait certains travaux agricoles moins pénibles et

plus efficaces, notamment le labour.

Au Bénin, les deux premières CUMA ont été créées en 1997. Il en existe aujourd'hui 17 dans la seule région du Borgou et de l'Alibori, zone cotonnière au nord-est du pays, et les demandes de création vont croissant. Par rapport aux services classiques d'un prestataire privé, cette organisation assure une meilleure disponibilité du matériel et une plus grande qualité du travail. Elle favorise également l'accès au crédit bancaire.

Pour que l'approvisionnement en équipements et leur maintenance soient mieux assurés, les CUMA du Borgou et de l'Alibori se sont regroupées en Union régionale. Un magasin de pièces détachées et un service de réparation, géré par un mécanicien spécialisé, ont été mis en place. Créée en 2003, cette union vise aussi à promouvoir la mécanisation de l'agriculture au Bénin.

Gestion bancaire et valeurs africaines

■ Allier tradition africaine et gestion bancaire moderne : tel est le pari que les Mutuelles communautaires de croissance (MC2) sont en train de gagner au Cameroun.

Présent dans l'ouest et le sud du pays, ce réseau de micro-banques rurales a changé en quelques années la vie de nombreux villages où il a des agences. Créé et parrainé par une banque commerciale privée, l'Afriland First Bank, il accorde aussi bien de petits crédits aux producteurs pour l'achat d'engrais, remboursables à la récolte, que des prêts plus importants aux commerçants. Son originalité est de prendre en compte les "valeurs socioculturelles, religieuses et ancestrales" locales pour rendre la banque plus proche des communautés. Ainsi, s'inspirant des méthodes traditionnelles de règlement des conflits par les anciens, l'organe dirigeant des MC2 comprend un conseil des sages placé au-dessus du conseil d'administration.

La création et la gestion d'une mutuelle résultent d'un accord entre les paysans d'une localité, la banque et une ONG camerounaise, la Fondation pour un développement approprié de l'Afrique

(ADAF). En favorisant la participation des paysans à la gestion bancaire, ce système est de nature à éviter des dérives comme celles observées au Rwanda où les coopératives d'épargne et de crédit (Coopec) se sont multipliées sans contrôle depuis les événements de 1994. Des hommes d'affaires les ont créées afin de disposer de liquidités,

promettant monts et merveilles à leurs adhérents. Ces derniers, ignorant qu'ils ont un droit de regard sur la gestion des fonds qu'ils confient à ces structures, se plaignent à présent de ne pouvoir obtenir de prêts. La Banque nationale du Rwanda (BNR) a publié une liste de 118 centres agréés afin de tenter de limiter ces abus.



Photo : © Sylla International

Aéroport agricole au Nigeria

■ La construction, grâce à un partenariat public-privé, du premier aéroport de fret agricole du Nigeria est en bonne voie. Il servira au transport des produits agricoles de la zone d'Ilishan-Remo, à 120 km de Lagos, dans le reste du pays et dans toute l'Afrique de l'Ouest, ce qui devrait profiter grandement aux agriculteurs et aux sociétés agroalimentaires. L'aéroport, situé au cœur d'une communauté agricole qui est l'un des greniers du pays, sera exclusivement réservé au transport de produits agricoles. Le site choisi est hautement stratégique, puisqu'il jouxte les zones de culture du cacao, du manioc et de l'igname et l'une des plus vastes forêts du pays.

Café de PNG chez Starbucks

■ Starbucks, le géant américain du café, a ajouté à sa gamme de produits le café de Kigabah, cultivé sur les hautes terres de l'ouest de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce café pousse à 1 676 m d'altitude sur un sol autrefois marécageux et est nourri par des pluies abondantes et les riches nutriments du sol épais et noir. La communauté locale perçoit 10 % des profits.

Les sept clés du marché européen

■ La Commission européenne publie un aide-mémoire destiné à tous les opérateurs européens ou de pays tiers désireux de vendre leurs denrées alimentaires sur le marché européen. Une page résume en termes simples ce que la réglementation entend par sécurité, responsabilité, traçabilité, transparence, situation d'urgence, prévention et coopération.

Téléchargeable sur :
http://europa.eu.int/comm/food/food/foodlaw/responsibilities/obligations_fr.pdf

À dos d'âne

■ Des ânes introduits dans les districts ougandais de Iganga, Kasese et Katakwi facilitent les tâches ménagères, souvent accaparantes, des femmes et des jeunes filles et aident les agriculteurs à transporter leurs marchandises au marché. Quelque 200 ménages bénéficient d'un projet triennal de recherche qui vise à améliorer la commercialisation des cultures vivrières de paysans pauvres du pays grâce à des moyens de transport adaptés. Biira Janet, qui dresse des ânes à Kasese, confirme la popularité de ces derniers, en particulier auprès des femmes qui devaient jusqu'alors porter vivres, eau et bois de chauffe.

Lorsque la paix revient

Les sources d'information sur la reconstruction post-conflit dans le domaine agricole sont rares. Il existe cependant une profusion d'informations générales sur ce thème et vous pouvez, avec un peu de patience, trouver l'angle qui vous intéresse le plus. Le **Fonds international de développement agricole (FIDA)** finance un certain nombre de projets dans les pays ACP touchés par des conflits armés. Dans la mesure où il se concentre sur la réhabilitation du secteur agricole, c'est une bonne source d'informations. Son site fournit les détails des projets bénéficiant de son soutien dans les zones déchirées par la guerre, ainsi qu'une excellente fiche descriptive des conflits, bardée de faits et de chiffres.

La **FAO** est une autre mine d'informations ; bien qu'aucun de ses départements ne se consacre spécifiquement à la reconstruction après conflit, le sujet est souvent abordé sur son site. Consultez la rubrique "Secours et réhabilitation d'urgence" pour plus d'informations sur certaines initiatives actuelles de reconstruction rurale.

Un accès juste et équitable à la terre dans les zones post-conflit est l'un des préalables à une paix durable et nombre des publications



Photo : M. Linon © FAO/23962

de la **FAO** traitent de ce sujet complexe. *Access to rural land and land administration after violent conflicts* est conçu pour guider le difficile travail de redistribution de la terre aux ayants droit et de réinstallation des sans-terre ou des personnes qui ne peuvent retourner chez elles. La revue d'Inter-Réseaux, *Grain de sel*, a consacré un numéro spécial au monde rural dans les conflits.

La guerre a de graves répercussions également sur l'environnement. Le **WWF** a publié deux rapports sur cet impact en Centrafrique et en République démocratique du Congo.

Le site Web du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (**UNHCR**), très bien conçu, fournit des informations régulièrement mises à jour sur les situations d'urgence dans les pays touchés par la guerre. Vous y trouverez des nouvelles et des statistiques sur les réfugiés du monde entier, ainsi que les initiatives prévues pour les aider et les protéger. Vous pouvez lire également le magazine en ligne de l'**UNHCR** *Refugiés*.

La **Plate-forme de prévention et de transformation des conflits** de la **Banque mondiale** conçoit des projets de développement dans les pays affectés par la guerre. Son fonds post-conflit finance des initiatives de reconstruction sociale et matérielle et est actuellement très actif dans la région des Grands Lacs et en Sierra Leone, notamment.

Il fournit un ensemble de sources et d'informations, ainsi qu'une aide plus pratique comprenant un kit d'outils en ligne d'aide aux orphelins et aux enfants vulnérables dans une zone post-conflit, ainsi qu'un manuel destiné aux responsables du déminage. Le site est en anglais, mais plusieurs documents existent en français, surtout sur l'Afrique de l'Ouest et Haïti.

Pour en savoir plus

Banque mondiale

Conflict Prevention and Reconstruction
Site Web :
<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/sdvext.nsf/67ByDocName/ConflictPreventionandReconstruction>

FAO

Site Web : www.fao.org
• Access to rural land and land administration after violent conflicts
FAO
2005, 82 p.
ISBN 92 5 105343 X
12 \$ US • 8,50 €

Grain de sel

www.inter-reseaux.org/rubrique.php3?id_rubrique=139

FIDA

Site Web :
www.ifad.org

UNHCR

Site Web :
www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/home

WWF

• Une brève histoire sur les conflits armés et ses impacts sur la biodiversité en République centrafricaine (RCA)
Téléchargeable sur :
www.worldwildlife.org/bsp/publications/africa/151/CAR-French.htm
• Conflits armés et la biodiversité en Afrique sub-saharienne : Le cas de la République Démocratique du Congo (RDC)
Téléchargeable sur :
www.worldwildlife.org/bsp/publications/africa/148/chap1.pdf

Se cultiver sur les algues

L'intérêt croissant de l'industrie pour les algues en raison de leurs multiples utilisations, présentes et à venir, se traduit par une abondante et récente littérature, essentiellement en anglais.

Pour faire le tour du sujet, commencez par le *Guide to the seaweed industry*, publié en 2003 par la **FAO**, dont les 118 pages sont accessibles en ligne gratuitement. Contrairement à ce que suggère son titre, ce guide ne se limite pas à l'industrie mais couvre toute la filière : de la culture à la transformation des végétaux marins. Du même auteur, l'ouvrage *Prospects for seaweed production in developing countries* présente les expériences d'algoculture, réussies ou non, en Afrique, en Asie, dans les îles du Pacifique et en Amérique latine et fait le tour des pays qui offrent les

meilleures perspectives de production. Il est intégralement téléchargeable sur le site de la **FAO**.

Sur le site bilingue (anglais/français) de l'Institut de recherche pour l'exploitation de la mer (**IFREMER**), vous trouverez dans la section algues à la fois une synthèse des données mondiales et des renseignements sur les utilisations ainsi que de nombreux articles. L'**IFREMER** a édité plusieurs ouvrages de référence sur le sujet, mais seul *Ces algues qui nous entourent* est encore disponible.

Si vous pouvez lire l'anglais, visitez aussi le site de **Surialink**, il en vaut la peine. Ne vous laissez pas rebuter par sa densité et l'abus de couleurs. Ce site d'une alliance de professionnels du secteur foisonne d'informations, de la biologie aux produits à base d'algues. Il donne accès à d'autres

portails plus spécialisés et un moteur de recherche vous permet de savoir si une variété est récoltée ou cultivée dans les eaux de tel ou tel pays.

Centré sur l'Afrique, le projet **Seaweed Africa** s'attache à enrichir la banque de données globale **AlgaeBase**, consultable à partir de son site. Pour la région Pacifique, entrez par le portail aquaculture du **Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS)**.

Pour en savoir plus

AlgaeBase

www.algaebase.org/

CPS Aquaculture Portal

www.spc.int/aquaculture/site/home/index.asp

FAO

• Guide to the seaweed industry
Par D. J. McHugh

FAO

2003, 116 p.
ISBN 92 5 104958 0
35 \$ • 29 €
Téléchargeable sur :
www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/006/Y4765E/Y4765E00.HTM
• Prospects for seaweed production in developing countries
Par D. J. McHugh
FAO, 2002, 28 p.
ISSN 0429 9329
Téléchargeable sur :
www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/004/Y3550E/Y3550E00.HTM

IFREMER

www.ifremer.fr/aquaculture/algues/index.htm
• Ces algues qui nous entourent
Par R. Pérez
IFREMER, 1997, 272 p.
ISBN 2 905434 75 9

SeaweedAfrica

www.seaweedafrica.org/

Surialink

www.seavegetables.com/

Publications

Librairies à succès



La librairie est un commerce. C'est aussi un art et parfois un sacerdoce dans certains pays du Sud. Dans la longue chaîne qui va de l'auteur au lecteur en passant par l'éditeur et l'imprimeur, le libraire est un maillon essentiel. Le plus beau livre du monde se résume, en effet, à un peu d'encre sur du papier tant qu'il n'a pas trouvé celui ou celle qui le lira. C'est grâce au libraire que la rencontre a lieu entre le livre et son public, ce miracle sans lequel toute la filière aurait travaillé en vain.

En sens inverse, un bon professionnel doit savoir faire remonter les commentaires de ses clients et

leurs attentes à l'éditeur et à l'auteur. Tout un art qui repose sur un solide talent de communicateur ! Ce guide établit d'ailleurs un joli parallèle entre le rôle du libraire et celui du vulgarisateur agricole, intermédiaire, lui, entre les chercheurs et les producteurs : tous deux ne peuvent réussir que s'ils sont bien ancrés dans leur communauté et à son écoute.

Le métier de libraire exige de ceux qui l'exercent de solides connaissances (au moins savoir un peu de quoi les livres parlent), de la passion, surtout dans un contexte économique difficile, ainsi qu'un réel professionnalisme pour mener à bien son entreprise. Développé en collaboration étroite avec l'Association panafricaine des libraires (PABA), ce guide tonique et agréable à lire envisage le rôle du libraire dans les communautés urbaines et rurales des pays en développement. Très pratique, il guidera les premiers pas de ceux qui veulent réussir dans ce commerce de détail très particulier. L'ABC du métier est d'avoir un projet

d'entreprise et de savoir non seulement planifier son activité, mais aussi gérer correctement ses stocks, c'est-à-dire trouver le juste équilibre entre avoir trop ou pas assez de livres en rayons. Et si l'affaire prospère, il faut savoir embaucher et gérer du personnel. Un chapitre invite également à réfléchir à d'autres formes de distribution du livre telles que le porte-à-porte, les clubs de lecture ou la vente dans la rue.

En exergue sont présentés les cas de librairies qui ont réussi en Afrique francophone et anglophone. Ce guide intéressera également, par bien des aspects, les ONG et les universités qui éditent de bons livres, mais se trouvent désarmées quand vient le moment de les diffuser.

Guide pratique de la librairie
Sous la direction de O. Orimalade
et B. Impey
INASP-CTA
2005, 108 p.
ISBN 1 902928 17 2
(INASP) ; 92 9081 270 2 (CTA)
CTA N° 1248
10 unités de crédit

Haute agriculture



Un nouvel engrais pour la culture en altitude dans les régions tropicales d'Afrique : il ne se présente ni en granulés ni en solution liquide, mais sous forme d'un ouvrage à partager entre cultivateurs.

Cultiver des plantes en altitude en Afrique tropicale, c'est faire le choix de la difficulté. Les sols sont acides et lessivés, l'ensoleillement est faible et les températures sont basses. Les plantes

poussent plus lentement avec des rendements moindres. Pourtant, au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Nigeria, en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, la densité de la population dans ces zones d'altitude est forte et le moindre mètre carré exploité en permanence.

Pour aider ces populations à "reconstruire une agriculture meilleure dans ces régions", l'ouvrage invite à redécouvrir les plantes qui peuvent y être cultivées : légumineuses alimentaires (haricot, petit pois, arachide, soja), plantes à tubercules et racines (patate douce, pomme de terre, manioc, igname, taro) et céréales (maïs, sorgho, riz, blé). Il présente les aspects botaniques de la plante, l'importance de sa culture, les programmes de recherche, les variétés pays par pays, les techniques culturales, les problèmes phytosanitaires jusqu'à la récolte, la conservation et l'utilisation.

Les plantes cultivées en régions tropicales d'altitude d'Afrique. Légumineuses alimentaires, plantes à tubercules et racines, céréales
Par P. Nyabenda
Presses agronomiques de Gembloux-CTA, 2005, 224 p.
ISBN 2 87016 072 0
CTA N° 1244
20 unités de crédit



Pathogènes alimentaires

La série *Évaluation des risques microbiologiques* contient des informations utiles pour les organismes de réglementation des aliments, les scientifiques, les producteurs et les industries alimentaires. Ces documents traitent de l'évaluation des risques microbiologiques dans les aliments, de leur incidence sur la santé publique et sur le commerce des produits et de leur contrôle. La caractérisation des risques décrit les effets délétères pour la santé humaine pouvant résulter de l'ingestion de ces micro-organismes. Le premier numéro concerne la présence de *Salmonella* dans les œufs et les poulets de chair, le troisième, celle des pathogènes dans les aliments et dans l'eau.

Évaluation des risques liés à *Salmonella* dans les œufs et les poulets de chair.
Résumé interprétatif
Série *Évaluation des risques microbiologiques* n° 1
FAO, 2004, 76 p.
ISBN 92 5 204873 1
13 \$ US • 11 €

Caractérisation des dangers liés à la présence de pathogènes dans les aliments et dans l'eau. Directives
Série *Évaluation des risques microbiologiques* n° 3
FAO, 2004, 82 p.
ISBN 92 5 204940 1
23 \$ US • 19 €
FAO
Division de l'information
Service de la gestion des publications
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : +39 06 5705 3360
E-mail : publications-sales@fao.org
Site Web : <http://www.fao.org/icalog/inter-f.htm>

Le désert ennemi public

Le premier d'une série de 12 dossiers que le Comité scientifique français de la désertification publie pour faire le point des connaissances sur différents sujets traités de la lutte contre la désertification. Il démontre que la désertification est un problème qui a des répercussions sur l'ensemble du monde et qu'il doit donc être pris en charge par la communauté internationale. En effet, les communautés locales ne peuvent dégager des ressources suffisantes pour aménager seules les espaces à préserver.

La lutte contre la désertification : un bien public mondial environnemental ? Des éléments de réponse...
Dossier n° 1
Par M. Requier-Desjardins et P. Caron
Comité scientifique français de la désertification (CSFD), 2005, 32 p.
ISSN 1772 6964
Gratuit
CSFD
Agropolis international
Avenue Agropolis
34398 Montpellier Cedex 5
France
E-mail : csfd@agropolis.fr
Téléchargeable sur : www.agropolis.fr/pdf/CSFD/CSFD_dossier_1.pdf

L'alimentation en statistiques

■ L'Annuaire statistique de la FAO regroupe et remplace quatre publications de la FAO : le Bulletin FAO de statistiques et les Annuaire FAO de la production, du commerce et des engrais. Il s'adresse en priorité aux analystes, économistes et agro-économistes qui souhaitent avoir une vision chiffrée des échanges alimentaires à l'échelle du monde, mais il peut aussi être utile aux organisations paysannes, aux ministères chargés de ce commerce. Il est accompagné d'un mini-cédérom qui comprend des informations plus approfondies et plus détaillées que la version papier, et d'autres informations de nature historique.

Annuaire statistique de la FAO 2004.
Vol. 1/1
FAO, 2004, 346 p.
(avec cédérom)
ISBN 92 5 005151 4
90 \$ US • 74 €
(FAO voir adresse page 11)

Symboles à revoir

■ "La culture africaine est-elle adaptable à la culture de la mondialisation ?", s'interroge dans cet ouvrage le sociologue Lamine Diédhiou. Il se demande si là n'est pas l'explication aux crises alimentaires et économiques qui semblent structurelles en Afrique. Il prend l'exemple de la culture du riz en Basse-Casamance pour démontrer que les difficultés rencontrées sont également culturelles. Pour lui, seuls des changements de mentalité faisant évoluer les systèmes symboliques locaux peuvent améliorer la dynamique des projets de développement en Afrique.

Riz, symboles et développement chez les Diolas de Basse-Casamance
Par L. Diédhiou
Presses de l'Université Laval,
2004, 368 p.
ISBN 2 7637 8180 2
35 \$ US • 31 €
Distribution de livres Univer
845, rue Marie-Victorin
Saint-Nicolas (Québec)
Canada G7A 3S8
Site Web : www.ulaval.ca/pul

Aliments améliorés

■ Ce rapport d'un atelier international sur les possibilités d'améliorer les régimes alimentaires en Afrique de l'Ouest présente notamment des techniques ménagères de transformation des aliments et des techniques de production et de fortification des aliments à l'échelle des petites entreprises agroalimentaires.

Voies alimentaires d'amélioration des situations nutritionnelles en Afrique de l'Ouest
Actes de l'atelier de Ouagadougou des 23 au 28 novembre 2003
Éditeurs scientifiques :
I. D. Brouwer, A. S. Traoré, S. Trèche
Presses universitaires de Ouagadougou, 2004, 852 p.
ISBN 2 915071 06 3
Téléchargeable sur : www.univ-ouaga.bffn2ouaga2003/

Privatisation en question



■ "Lorsque les services publics comme la distribution de l'eau et l'entretien de l'environnement sont mis entre les mains du secteur privé, la conséquence est en général la réorientation de ces services suivant une politique plus axée sur le profit."

Conséquence directe, selon les Amis de la Terre : les populations sont les grandes perdantes de la privatisation, car des besoins vitaux ne sont plus couverts.

À l'appui, le réseau écologiste présente 34 cas à travers le monde, où l'impact d'un transfert de gestion de l'État au privé s'est révélé négatif. L'exemple des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée rappelle la difficulté d'entreprendre, d'innover et de rentabiliser une exploitation forestière sans abattre des arbres trop jeunes et tout en veillant au respect des lois, croyances et tabous locaux. La privatisation de l'eau au Ghana, au Nigeria ou encore au Togo soulève la difficulté de concilier gestion économique et accès aux ressources naturelles pour tous.

Nature à vendre : impacts de la privatisation de l'eau et de la biodiversité
Les Amis de la Terre, 2005, 64 p.
Les Amis de la Terre
Secrétariat international, BP 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Fax : +31 20 639 2181
E-mail : info@foei.org
Site Web : www.foei.org
Téléchargeable sur : www.foei.org/fri/publications/pdfs/privatization.pdf

Des ignames bien domestiquées



■ Les paysans sont les premiers sélectionneurs de plantes. C'est tout particulièrement vrai en Afrique de l'Ouest pour l'igname que les agriculteurs continuent à domestiquer, améliorant sans cesse des variétés sauvages pour en faire des plantes cultivées. Ce sont ces processus et leurs résultats que ce livre savant explique. À l'aide d'études scientifiques précises utilisant les techniques les plus récentes telles que les marqueurs moléculaires, il suit à la trace les principales ignames cultivées dans cette région.

Les auteurs décortiquent pourquoi et comment les agriculteurs ont réussi à créer une large diversité de variétés d'ignames adaptées à leurs différents besoins et aux contraintes qu'ils rencontrent. Sont décrites, par exemple, les techniques culturales qu'ils emploient pour passer d'une igname sauvage à une variété cultivée à deux récoltes. Pour une fois, ce savoir empirique, qui permet d'aller parfois plus vite que les techniques classiques de sélection, est analysé scientifiquement et interrogé les chercheurs.

Un livre qui intéressera les spécialistes de la biodiversité et les généticiens soucieux de redonner aux pratiques paysannes leur place dans la gestion des ressources génétiques.

Biodiversité et domestication des ignames de l'Afrique de l'Ouest.
Pratiques traditionnelles conduisant à *Dioscorea rotundata*
Par R. Dumont, A. Dansi, P. Vernier,
J. Zoundjihèkon
CIRAD-IPGRI, 2005, 120 p.
ISBN 2 87614 611 8 (CIRAD)
92 9043 650 6 (IPGRI)
18 €
La librairie du CIRAD
TA 283/04
Avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : +33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
Site Web : www.cirad.fr

Le potager pour les novices



second explique comment éviter de gaspiller des semences coûteuses en installant des semoirs sous abri. Il décrit deux types d'abris – de petits et de grands tunnels – selon le niveau de production recherché, ainsi que les



■ Un jardin potager exige peu d'espace : environ 25 m² suffisent pour satisfaire les besoins en légumes d'une famille de six personnes. Source d'aliments frais, variés et peu coûteux, c'est aussi une source de revenus additionnels et... un passe-temps sain. Deux petits guides publiés à Maurice offrent des conseils pratiques à qui souhaite joindre l'utile à l'agréable et se lancer dans le maraîchage.

Le premier conseille pas à pas sur le choix de l'emplacement, la clôture et les outils de base, la préparation du sol, le choix des variétés à cultiver selon un calendrier défini et la lutte contre les ravageurs et les maladies. Le

soins requis pour les plantules et la durée de la production.

Le jardin potager
AREU, 2004, 16 p.
La production des plantules sous abri dans des conteneurs
AREU, 2004, 8 p.
Gratuit
AREU
FSC Building, 1er étage
97410 Saint-Pierre
Ile Maurice
Fax : +230 466 9356
E-mail : areuext@intnet.mu

Sous l'emballage, le marché

■ Que sait-on du poivre, du riz, du cacao ou du café qui se déguste d'un bout à l'autre de la planète ? On en connaît souvent le goût, parfois les méthodes de transformation, mais rarement les filières. Jean-Pierre Boris, journaliste et rédacteur en chef à Radio France Internationale (RFI), propose d'aller plus loin et de mettre en relation les salaires de ceux qui cultivent, transportent, importent, distribuent, revendent ces produits avec les prix à la consommation. Son ambition est de démontrer les mécanismes qui font la valeur de ces matières premières. Cela commence au champ : qualité et prix dépendent du climat et du soin apporté par l'agriculteur à ses cultures.

L'Europe et la Banque mondiale sont aussi au rendez-vous de ce reportage économique grandeur nature qui décrypte la



récolte de cacao de septembre 2002 en Côte d'Ivoire, la chute des cours du coton en 2001 et la disparition du Français Gilbert Ducros du marché du poivre en 1992, racheté par son concurrent italien. Rien n'y manque, ni la révolte des paysans du Chiapas au Mexique à l'heure où les cours du café dégringolent, ni celle des pays africains face aux subventions cotonnières, ni la captation du marché du poivre par le Vietnam.

"Le commerce équitable est-il une solution ou un alibi comode pour des consommateurs et des décideurs en panne d'idées et de volonté politique ?" interroge l'auteur en conclusion. Sa réponse tombe comme un couperet : le commerce équitable n'améliore l'ordinaire que d'une poignée de producteurs. Il faut aller plus loin en exigeant qu'une partie des taxes perçues par les pays importateurs sur les matières premières alimente une "caisse mondiale de péréquation". L'idée fera-t-elle son chemin ?

Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières.

Par J.-P. Boris
Éditions Hachette Littératures/RFI,
2005, 188 p.
ISBN 2 0123 5781 4
17 €
Hachette Littératures
31, rue de Fleurus
75006 Paris
Fax : +33 149 54 37 30

Termites et oxygène

■ Le 5^e numéro des *Cahiers pour l'Environnement* est consacré à l'étude du peuplement des termites dans la région de Cantanhez, en Guinée-Bissau. Richement illustré, il décrit neuf espèces de termites, réparties entre la forêt dense, les champs cultivés et les jachères. L'occasion de rappeler le rôle écologique important des termites pour les sols : en Guinée-Bissau, leur activité équivalait à l'oxygénation du sol dans une couche d'environ un centimètre d'épaisseur sur toute l'étendue des forêts subhumides.

Termites, termitières et bioturbation en région de Cantanhez

Par F. Malaisse, L. Bock, T. Camara
Ação para o desenvolvimento,
2005, 44 p.

AD
CP 606, Bissau
Guinée-Bissau
Fax : +245 25 13 65
E-mail : ad@mail.gtelecom.gw

L'énergie des femmes

■ Les femmes vivant dans les zones rurales consacrent en moyenne 13 heures par jour aux tâches domestiques, dont 60 % à des travaux pénibles comme la collecte du bois et de l'eau ou la mouture du mil. C'est autant de temps précieux perdu pour l'agriculture et d'autres activités rémunératrices, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté. Un trio de publications – deux livres et un cédérom bilingue – présente cette thématique à travers les récits de femmes vivant dans différentes communautés sénégalaises. Elles parlent de manière éloquente de leurs épreuves et de leurs frustrations, mais décrivent aussi quelques-unes de leurs solutions et stratégies pour y faire face.

Le visage de la pauvreté énergétique à travers la femme au Sénégal

Par F. Denton et E. Seck
CTA-ENDA, 2005, 24 p.
ISBN 0 954908 0 6
CTA N° 1250
10 unités de crédit
Téléchargeable sur : www.enda.sn/energie/Enda24ppFrench.pdf

Des communautés en marge du développement. Énergie et pauvreté : histoires vécues de femmes et d'hommes

Par F. Denton
CTA-ENDA, 2005, 78 p.
ISBN 0 9549408 0 6
CTA N° 1252

10 unités de crédit

Femmes, énergie et pauvreté Cédérom bilingue

ENDA, 2005
CTA N° 1253

5 unités de crédit

Cohabiter avec la faune sauvage



■ Pour la faune sauvage, il ne fait pas bon vivre en Afrique de l'Ouest. De nombreuses espèces ont disparu au cours du XX^e siècle. En zone aride et semi-aride, la faune a diminué de près de 90 % ces trente dernières années, en raison, notamment, du braconnage. De nombreux agriculteurs et éleveurs de cette région considèrent les animaux sauvages comme des prédateurs, des vecteurs de maladies et des concurrents pour le pâturage. Pourtant, il existe une réelle complémentarité entre faune et élevage dont ils pourraient mieux tirer parti, comme le font certaines communautés rurales d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

L'ouvrage brosse d'abord un tableau très vivant de l'évolution de la faune et de l'élevage en

Afrique de l'Ouest. Il passe en revue les différents modes d'élevage ainsi que les utilisations possibles de la faune (chasse contrôlée, tourisme de vision...), puis il analyse les potentialités et les limites d'une gestion participative du bétail et de la faune. Son originalité est d'envisager les deux points de vue.

En période de crise alimentaire, la viande de brousse s'avère précieuse pour les populations. Celles-ci peuvent aussi tirer des revenus de l'élevage d'espèces sauvages qui ont atteint un haut degré de domestication. Cet élevage est encore peu pratiqué à l'exception de celui des petits animaux, par exemple l'aulacode. Dans les zones agropastorales, de grandes espèces telles que la girafe peuvent cohabiter avec le bétail. L'autruche et les petits ongulés peuvent être intégrés dans des élevages.

Sur le plan de la faune, les auteurs distinguent les aires protégées et le terroir. Ils estiment que l'absence de moyens rend la protection des milieux naturels illusoire. Au niveau des terroirs, ils déplorent la mainmise de l'État sur la faune, ce qui prive les populations de ressources.

La réflexion menée au fil des pages s'appuie sur des données et des expériences concrètes, illustrées d'une vingtaine de photos.

Gestion complémentaire de la faune sauvage et du bétail en Afrique de l'Ouest : utopie ou perspective de développement ?

Par W. Bayer et I. Ciofolo
GTZ, 2004, 80 p.
ISBN 3 933893 04 6
Gratuit
GTZ - Annette von Lossau
Div. 44, POB 5180
65726 Eschborn
Allemagne
Téléchargeable partiellement sur :
[ftp://ftp.fao.org/docrep/nonfao/lead/x62111/x62111f00.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/nonfao/lead/x62111/x62111f00.pdf)



Photo : F. Anthony © IRD

Un train à ne pas manquer

Les gouvernements des pays ACP devraient se concentrer sur la biotechnologie et la biodiversité s'ils veulent assurer un meilleur avenir aux régions ACP. C'est la conclusion des experts ACP qui ont rédigé deux notes d'orientation politique à l'issue d'une série de consultations tenues de décembre 2004 à octobre 2005 avec le soutien du CTA. Ces documents à présent disponibles sur le portail Web du CTA, *Connaissances pour le développement*, soulignent les bénéfices à tirer du développement de la biotechnologie et de la mise en valeur de la biodiversité. Les deux sujets, bien que traités séparément, sont liés, puisque la biodiversité peut fournir la base nécessaire aux progrès biotechnologiques.

La première note insiste sur l'importance de la biotechnologie pour le développement



Exploitation de la biodiversité : élevage de poissons pour la recherche dans les Caraïbes.

Photo : S. van Oosterhout/CTA

économique et social. Elle presse les gouvernements ACP de ne pas "de nouveau rester à la traîne d'une autre révolution technologique". L'enjeu dépasse le débat sur les cultures génétiquement modifiées (GM). Les experts soulignent que la technologie peut aussi servir à produire des variétés avec des propriétés souhaitées, à mettre au point des outils diagnostiques et des vaccins, à fabriquer des biocarburants et à recycler les déchets.

Un certain nombre d'initiatives biotechnologiques existent déjà dans les pays ACP, mais, pour les développer et les diffuser, les gouvernements doivent mettre en place les cadres politiques, légaux et réglementaires, augmenter leurs investissements, renforcer l'expertise scientifique et technique. Ils

doivent aussi créer le cadre nécessaire au partage de l'information, aux partenariats public-privé et à la protection de la propriété intellectuelle. La coopération régionale est vitale pour le développement de l'industrie biotechnologique. Un dialogue plus soutenu et des règlements de biosécurité aideront à dissiper la méfiance du public envers la technologie, y compris les produits GM.

Exploitation à court terme, mauvaise gestion, dégradation des écosystèmes, impact destructeur d'espèces étrangères envahissantes sont autant de menaces pour la biodiversité dans les régions ACP. La note politique sur la biodiversité met en garde contre le risque qu'il y aurait à négliger ce précieux capital naturel.

Le progrès dans la sauvegarde et l'exploitation de la biodiversité est entravé par des connaissances insuffisantes, un manque d'investissement et le peu d'attention accordé à ce sujet dans de nombreux pays ACP. La note sur la biodiversité demande aux gouvernements de formuler des politiques et une législation favorisant une meilleure gestion tout en sauvegardant les intérêts des communautés locales ; elle souhaite aussi plus d'appui aux scientifiques, ainsi qu'une meilleure coopération régionale pour compenser la faiblesse des ressources. La préservation et la gestion de la biodiversité sont cruciales pour le développement durable et la croissance économique des régions. Ignorer cet avertissement serait risqué pour les pays ACP.



Le magazine Spore



Spore est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2005, ISSN 1011 0054

Editeur :

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE

CTA, Postbus 380

6700 AJ Wageningen,

Pays-Bas

Tél. : +31 317 467 100

Fax : +31 317 460 067

E-mail : cta@cta.int

Site Web : <http://www.cta.int>

Rédaction :

Directrice de la rédaction :

Marie-Agnès Leplaideur

Syfia International

20, rue du Carré-du-Roi

34000 Montpellier, France

Fax : +33 4 67 52 70 31

E-mail : redaction.spore@syfia.info

Rédactrice en chef de la version anglaise :

Clare Pedrick

Via dello Spagna 18

06049 Spoleto (PG), Italie

E-mail : english_spore@hotmail.com

Rédactrice en chef de la version française :

Denise Williams

Syfia International (adresse ci-dessus)

E-mail : redaction.spore@syfia.info

Ont participé à ce numéro :

N. Ackbarally, G. Afangbèdji, T. Babaleye,

S. Babalola, J. Bodichon, A. Brahima,

V. Hild, F. Le Meur, A. Linard, J. Madeley,

M. Malengrez, D. Manley, E. Tassé,

W. Van Opzeeland avec l'appui éditorial

du CTA.

Mise en page : Intactile DESIGN, France

Design : B. Favre

Impression : Imprimerie Publiparc, France

Les vieilles habitudes ont du bon

Spore a parlé récemment de l'augmentation des cas d'obésité, de diabète et d'hypertension dans la région Pacifique, dus en grande partie aux importations d'aliments et au dédain vis-à-vis des produits de l'agriculture traditionnelle. En septembre 2005, un séminaire sur le rôle des technologies d'information et de communication (TIC) dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région a montré une fois de plus l'urgence de solutions à ces problèmes préoccupants de santé publique. Le séminaire de cinq jours organisé à Apia, Samoa, par le CTA et l'Institute for Research, Extension and Training in Agriculture (IRETA), était le troisième d'une série sur l'alimentation et la nutrition dans les régions ACP : le séminaire pour l'Afrique s'est tenu au Mozambique en 2004, celui pour les Caraïbes au Belize en mars 2005.

Le séminaire de la région Pacifique a mis l'accent sur la promotion des aliments traditionnels comme base de toute stratégie apte à aider les communautés à retrouver des régimes alimentaires plus sains. Les partici-



La valorisation des produits locaux contribue à l'amélioration de la nutrition.

Photo : G. Stemmer © Heirbox Ltd

pants ont débattu de l'utilisation des divers outils de communication à cette fin. Parallèlement aux réseaux régionaux – forums électroniques, bases de données et sites Internet –, une meilleure information

sur les cultures vivrières et arborées adaptées aux atolls peut encourager les insulaires à reprendre des habitudes alimentaires plus saines. À l'instar de ce qui existe dans les Caraïbes, des comités nationaux pour l'alimentation et la nutrition sont en place dans la région, mais leur fonctionnement laisse à désirer en raison du manque de personnel et de ressources. Les trois séminaires ont mis en exergue la nécessité de directives et de politiques claires pour la mise en œuvre des plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La question d'une alimentation plus saine mise à part, les communautés du Pacifique

ont besoin, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'être mieux informées sur de nombreux sujets : accords commerciaux, commercialisation, pesticides, certification biologique et opérations après récolte. Les participants ont identifié un ensemble d'outils d'information adaptés : posters, brochures, guides, visites d'étude, formations, TIC, entre autres.

Ainsi pourvues, les communautés de la région seront mieux à même de cultiver et de consommer les aliments dont elles ont vraiment besoin et de tirer des revenus des cultures et des arbres locaux.

Boîte postale 380

L'aviculture est toujours très présente dans le courrier de Spore et les livres sur le sujet remportent un vif succès auprès des abonnés du Service de distribution des publications (SDP), comme l'atteste avec enthousiasme ce lecteur de Spore.

Belle envolée

Uche Nwosu, petit exploitant agricole de l'État d'Imo au Nigeria, a voulu s'essayer à l'élevage de volailles après avoir reçu diverses publications sur le sujet par l'intermédiaire du SDP du CTA. Les résultats sont si bons qu'il possède à présent 30 dindes et 200 poules. Un ami qui, lors d'une visite, lui avait emprunté l'un des livres a fait mieux encore : il élève 1 500 pondeuses. C'est en partie grâce à son frère qui l'a financé de l'étranger. "Notre problème majeur, à nous autres paysans locaux, ce sont les finances, les sponsors, explique-t-il. Il est difficile d'obtenir des prêts ou une aide financière."



La force de la volaille

S. Y. Apiiga est un homme très occupé. Lorsqu'il n'exerce pas ses fonctions de vulgarisateur agricole à Bolgatanga, au Ghana, ce zootechnicien anime une émission hebdomadaire consacrée à l'agriculture sur une radio rurale locale. Il a pris aussi le temps de rédiger les résultats d'une enquête menée avec sa collègue, le Dr Irène Annor, sur le rôle important de la volaille dans l'amélioration des moyens d'existence dans la région nord-est du Ghana. L'enquête montre que les aviculteurs sont mieux lotis que les ruraux qui n'élèvent ni poulets, ni pintades : ils dépendent moins en alimentation, jouissent d'une meilleure sécurité alimentaire, de

revenus supérieurs et d'un taux d'abandon scolaire moins élevé.

"Les résultats ont révélé que la production avicole locale est à la base de la réduction de la pauvreté des ménages dans la région nord-est, écrit M. Apiiga. Ces volailles pourvoient aux besoins monétaires immédiats, elles aident à diversifier les moyens de subsistance et sont une base pour démarrer d'autres élevages." Il souligne néanmoins que le secteur connaît d'énormes difficultés : maladies, bâtiments insuffisants et mauvaises conditions de reproduction, entre autres.

Avec sa co-auteure, il plaide en faveur d'un accès plus facile au crédit, à la vulgarisation et aux intrants pour les éleveurs de volaille. Tous deux recommandent aussi un meilleur accès au vaccin contre la maladie de Newcastle, la conception de bâtiments d'élevage simples pour la petite aviculture et un appui renforcé aux femmes pour qu'elles se lancent dans cette activité.

Le palmier à huile en déclin

Quant à **Doyin Olusina** et **Olukayode Akinsanya**, de la Direction de l'agriculture et du développement de l'OAE Nigeria Ltd, ils confient à *Spore* leurs préoccupations concernant le déclin des espèces locales de palmier à huile. "Nous nous sommes constitués en une association de base très engagée, qui vise à fournir le meilleur appui technique et commercial pour le développement de l'agriculture. Nous souhaitons mettre l'accent sur la promotion et le développement économique du palmier à huile. Pour l'heure, nous menons une croisade pour la réhabilitation commerciale des palmiers à huile locaux qui abondent dans notre zone écologique et contre leur destruction aveugle. L'objectif est d'établir un contexte durable en vue de l'adoption de variétés améliorées par les ruraux."

Services aux lecteurs

Ecrire à Spore

CTA
PO Box 380
6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

■ Recevoir la version imprimée

L'abonnement est :

- **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA Spore subscriptions, PO Box 173

6700 AJ Wageningen

Pays-Bas

ou spore@cta.int

- **payant** pour toute autre adresse :

36 € par an (6 numéros) :

abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

■ Recevoir le résumé gratuit par e-mail

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://lspore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à

join-spore-fr@lists.cta.int

Pour la version texte seulement :

join-spore-text-fr@lists.cta.int

■ Lire Spore sur écran

- sur le Web : consultez spore.cta.int

- par satellite : captez les émissions de *Spore Plus* sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : spore@cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



Publications

Pour obtenir les publications

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA.

Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (www.cta.int).

■ Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Limited
PO Box 119
Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : +44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk
Site Web : www.earthprint.com



Louis Buteau, agronome, a collaboré au Service de conservation des sols du ministère haïtien de l'Agriculture, au début des années 1980. Responsable ensuite du Département forêts, il a œuvré au grand projet de protection des arbres et forêts, via l'intégration de la population dans des projets de développement rural.

Érosion des sols

Développer l'agroforesterie à Haïti

Développer l'agroforesterie en montagne, c'est lutter contre l'érosion des sols et sortir l'agriculture haïtienne du marasme. Actuellement, les sols en pente sont ruinés par des techniques d'exploitation agricole inadaptées, pratiquées par des paysans qui parent au plus urgent pour assurer leur survie.

De l'indépendance, en 1804, jusqu'aux années 1980, on a assisté en Haïti à une lutte entre la grande et la petite propriété. Il faut se rendre à l'évidence : seule la petite propriété paysanne a survécu et a pu nourrir la population ; c'est elle qui a façonné l'agriculture haïtienne. Mais cette entreprise a commencé à s'essouffler au début des années 1980, de façon très marquée en 1985, avec le début des troubles qui ont mené au départ de Jean-Claude Duvalier. Aujourd'hui, dans certains départements, la superficie moyenne d'une exploitation est de 0,32 ha.

Entre 1985 et 1989, la part de l'agriculture haïtienne dans le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 5 % par an et, de 1990 à aujourd'hui, la tendance n'a pas vraiment fléchi. L'agriculture représente actuellement 27 % du PIB et 7,4 % des exportations. Les rendements des principales cultures sont inférieurs à ceux obtenus par tous les pays de la région et Haïti importe quasiment tous les produits qu'elle consomme. Une des raisons de cette baisse continue du rendement des terres est l'érosion, qui provoque une perte de la fertilité des sols. Et le problème de l'érosion, en Haïti, c'est la misère, l'insécurité foncière et des méthodes agricoles inadéquates.

Des tonnes de sol perdues

L'agriculture telle qu'elle se pratique en Haïti se fait au détriment du capital-sol. Quand le paysan constate une baisse de fertilité dans la parcelle qu'il cultive, il va chercher d'autres terres, agricoles ou non. Cette quête se fait au détriment des ressources naturelles de notre pays. Toutes les terres boisées et les couvertures forestières diminuent à cause de l'avancée de l'agriculture et de la recherche du bois de chauffe.

Des méthodes existent pour combattre efficacement l'érosion mais elles ne sont pas mises en œuvre. Car, comme l'agriculture, la lutte contre l'érosion souffre d'un manque d'investissement et Haïti vit depuis presque deux ans sous un gouvernement de

transition qui ne peut élaborer de plan à long terme.

Si la lutte contre l'érosion s'inscrit dans le développement de l'agriculture de montagne en Haïti, c'est parce que 63 % des terres y sont montagneuses. La moitié de la population vit en zone de montagne. Une agriculture de montagne intégrée s'impose donc pour concilier protection de l'environnement et développement économique.

Quelle est la quantité de sol perdue en Haïti ? Personne ne le sait. Lors de l'occupation américaine, entre 1915 et 1934, des parcelles de démonstration avaient été établies afin de quantifier le phénomène d'érosion particulièrement intense dans le pays. La FAO a fait de même dans les années

“ Le problème de l'érosion ici, c'est la misère ”

1970. Les spécialistes en sciences du sol ont établi que la nature met trente ans pour former une couche de terre arable de 25 mm, soit 11 t/ha, la limite pour que le sol demeure économiquement rentable. Or, en Haïti, ces pertes de sol vont parfois au-delà de 120 t/ha !

L'agriculture se pratique sur n'importe quel type de sol et sur n'importe quelle pente. Des pentes à 60 % sont labourées. Il faudrait arriver à une typologie : toutes les terres comprises entre 0 et 20 % de pente seraient cultivées, sans méthodes de conservation des sols. Les terres comprises entre 20 et 50 % le seraient aussi, mais avec des techniques de conservation des sols drastiques : canaux de contours, terrasses agricoles, cultures en couloir, haies vives, etc. Toutes les terres au-delà de 50 % seraient consacrées à l'arboriculture fruitière et à l'agroforesterie. Dans les plaines et sur les terres moins pentues, l'agroforesterie pratiquée sur le pourtour des parcelles permettrait de diversifier les sources de revenus des paysans.

Avant, le café était produit abondamment en Haïti. Bien que la culture persiste, les paysans, victimes des cours mondiaux, l'ont remplacée par des cultures plus rentables comme les haricots et les ignames. Mais ces cultures sont aussi plus érosives. Les cultures fruitières existantes ont souffert de l'instabilité politique et du manque d'infrastructures routières : les fruits n'arrivaient pas à temps, même sur le marché intérieur.

Une alternative pour les paysans

Soyons pragmatiques : sans recherche ni vulgarisation, sans aides, les paysans ne changeront pas leurs pratiques. Sans alternatives à leur proposer, toute tentative est vaine. Il faut donc des financements, un meilleur accès à la terre, ainsi qu'au crédit. C'est d'une sorte de subvention dont les paysans ont besoin. Elle est incontournable pour développer l'arboriculture fruitière ou l'agroforesterie. Augmenter l'accès à la terre pour les paysans sans leur

donner un paquet technologique approprié est une demi-mesure. Nous avons besoin de leur permettre de s'approvisionner en intrants et outils agricoles, de diversifier leurs revenus en soutenant les activités para-agricoles et extra-agricoles comme la transformation des fruits, la production de miel, le petit élevage, l'écotourisme, de développer des moyens de stockage et d'en améliorer les conditions, pour pouvoir toucher le marché extérieur autant qu'intérieur.

Tout cela doit se faire dans un cadre macro-économique bien établi, sans aller à l'encontre des règlements de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut pourtant arriver aussi à un programme de subventions pour l'agriculture. Et là où le bât blesse, c'est qu'on est actuellement dans une vision économique beaucoup trop libérale.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.